

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

HEBDOMADAIRE ROYALISTE - NOUVELLE SERIE - N° 12 - 1 FRANC - 21-7-1971

CHINE - USA

**Retour
aux sources**

LA MORT DES HALLES

Jacques Delcour n'aime pas les pavillons Baltard. Il ne prétend pas imposer ses goûts et dégoûts sur ce point particulier, mais par delà la question des Halles, il y a toute la politique d'urbanisme de plus en plus indispensable au pays.

QUE PEUT-ON FAIRE DES HALLES ?

Lorsque voici quelque deux ans les activités commerciales des Halles de Paris furent transférées au nouveau marché d'intérêt national de Rungis, un immense concert de protestations s'éleva. Tout ce que Paris comptait de conservateurs, bilieux, mécontents, opposants à tout et à rien se ligua tant pour dénoncer l'« inutilité » de l'opération de Rungis que pour essayer de sauver coûte que coûte l'apparence extérieure du « ventre de Paris » vidé de ce qui le faisait vivre.

Tous les arguments étaient alors bons : le coût élevé des installations de Rungis, l'inconfort des communications routières et ferroviaires, la laideur du béton, l'impersonnalité et la froideur des grands ensembles, etc. En revanche, les anciennes Halles, qui détenaient jusqu'alors le privilège de l'encombrement permanent, de la « crasse » médiévale et de l'adaptation à l'approvisionnement alimentaire d'une ville de 3 millions d'habitants furent brusquement mises à l'honneur. Petits bistrotts sympathiques où les ivrognes pouvaient « cuver » tranquillement en attendant le lever du jour, vacarme synonyme d'activité humaine débordante, habitat délabré mais grouillant d'individus ne déparant guère l'ensemble général. Une campagne démagogique habilement menée ne pouvait qu'attendrir l'opinion sur la disparition de ce caractère hautement « populaire » des Halles. Elle porta, car on n'hésita pas à invoquer jusqu'à la vengeance des rats qui, privés de leur grenier, ne manqueraient pas d'envahir les habitations avoisinantes sous peine de périr de faim.

Qui pourtant conteste aujourd'hui Rungis ? Le débat a changé de point de fixation. Personne ne demande le retour des grossistes aux Halles, mais le maintien en l'état des bâtiments qui abritaient les marchandises destinées à la vente. Construits par l'architecte Victor Baltard au siècle dernier, les pavillons du même nom ne furent jamais que des entrepôts et, logiquement, leur démolition avait été prévue sitôt réalisée l'installation des professionnels à Rungis.

C'était toutefois compter sans le « lobby » des Halles qui, faute d'avoir pu empêcher le transfert de la nourriture, allait brusquement découvrir à ces hangars des qualités artistiques et des vertus d'animation culturelle insoupçonnées. L'imagination aidant, les pavillons tendaient à devenir « la » célébrité monumentale de Paris. Eclipsé, le Louvre ; oublié, l'Arc de Triomphe : la ferraille-reine triomphe de l'inculture anti-métallique et apporte au monde actuel le cadre humanisant qui lui faisait défaut. Le Corbusier aux enfers, Joanovici au ciel. Pour quoi pas, après tout, au point où on en est ?

Restons sérieux. Ce qui justifiait l'existence des pavillons a disparu. Au reste, ceux-ci s'étaient substitués à des bâtiments qui ne manquaient peut-être pas de charme en leur temps. Privé de son support économique-commercial, le quartier des Halles a besoin de retrouver un nouvel équilibre. Tel est le vrai problème qui se pose et c'est par la recherche des conditions de cet équilibre qu'il aurait fallu commencer.

Une première question vient à l'esprit : faut-il recréer aux Halles un centre économique actif pour compenser la perte des activités antérieures ou, au contraire, profiter de cette occasion pour introduire en plein centre de Paris un secteur de calme et de tranquillité qui lui manque cruellement ?

De la réponse à cette interrogation initiale découlent deux orientations de choix très différentes. Rénovation immobilière accélérée dans le premier cas avec utilisation maximale des emplacements disponibles pour y installer de préférence des locaux à usage de commerces ou de bureaux. Politique d'espaces verts et de conservation du patrimoine architectural dans le second. La première solution est très rentable sur le plan financier. La seconde a l'avantage de mieux satisfaire aux besoins de détente et de loisirs d'une collectivité fiévreuse ; en outre, elle s'insère parfaitement dans le cadre de la défense de l'environnement et de l'amélioration des conditions matérielles de vie.

Il est nécessaire ensuite de replacer l'affaire des Halles dans le contexte plus général de l'aménagement de Paris et de la Région parisienne. Les grands travaux immobiliers entrepris ces dernières années ne s'inscrivent pas toujours dans un plan cohérent et le schéma directeur qui en tient lieu laisse à désirer sur bien des points. Qu'il s'agisse de l'ensemble Maine-Montparnasse, de celui du Front de Seine, de l'opération Galaxie ou de la transformation

de Belleville, une tendance vers un certain urbanisme sauvage semble se dessiner. La structure immobilière de Paris est actuellement bouleversée sans que l'on sache si un équilibre satisfaisant pourra être trouvé. Combiner harmonieusement des styles d'architecture très différents n'est guère facile et on ne peut raisonnablement faire confiance aux seuls promoteurs pour respecter cette exigence.

Une solution de type « espaces verts » et zone de calme pourrait sans doute être appliquée aux Halles dans la mesure où les projets relatifs à l'aménagement du secteur de Bercy recevraient l'accord du Conseil de Paris. Face au développement grandissant de la Défense qui tend à prolonger démesurément Paris vers l'ouest, la construction d'un ensemble immobilier au lieu et place des entrepôts de Bercy serait peut-être un facteur de rééquilibre dont la réalisation freinerait les appétits immobiliers suscités par la démolition des pavillons de Baltard. Il convient d'y réfléchir sérieusement et de nous demander, dans une mesure plus large, sur quels critères doit être mise en œuvre une politique d'urbanisme conforme à l'intérêt national. Par delà le conservatisme stérile ou le modernisme destructeur lorsqu'inconsidéré, notre jugement doit rester lucide et inciter aux initiatives favorables au développement harmonieux du pays.

Jacques DELCOUR.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

Restauration nationale

17, rue des Petits-Champs,
Paris - 1^{er} - Tél. : 742-21-93

Abonnement 30 frs.
C.C.P. NAF, Paris 642-31

Directeur de la publication :
YVAN AUMONT

Imprimerie Abexpreste
72, rue du Château-d'Eau, Paris-10^e

NIXON CHEZ MAO

L'annonce du voyage de Nixon en Chine populaire n'aura surpris personne, sinon les naïfs qui donnent la primauté aux conflits idéologiques et oublient le « donné » permanent de l'Histoire. Les intérêts immédiats l'emportent ici sur les traités, le droit international et les relations d'indépendance, toutes choses balayées par les politiques impérialistes de deux grandes puissances.

Depuis quelques années, les signes se sont multipliés d'un rapprochement entre la Chine populaire et les Etats-Unis. La Chine avait accédé, par ses conquêtes directes (Thibet, Sin-Kiang) ou indirectes (Nord-Vietnam, Corée du Nord), au statut jusqu'à là partagé entre deux Etats de puissance impérialiste et belliciste. La vieille unité de l'Empire était rétablie avec ses colonies et ses marches, avec son rayonnement sur l'ensemble de l'Asie. La longue marche depuis la Révolution de 1911 s'achevait au profit d'une unification forcée et d'un retour agressif sur la scène internationale.

Les interventions multiples de la Chine dans le monde, et plus particulièrement dans l'Asie du Sud-Est, ont consacré ce retour : soutien à la rébellion viet-minh, puis au Viet-Cong, participation à la guerre de Corée, conquête militaire du Thibet, création de guérillas endémiques au Laos, au Cambodge, en Thaïlande, en Birmanie, et depuis peu, en Inde. Le dynamisme idéologique du maoïsme renforçait la traditionnelle politique d'expansion des gouvernements chinois de toutes les époques. La Chine popu-

laire n'a fait que reconquérir ce qui avait été perdu dans les dernières années de l'Empire et sous la débile première République.

Ne revenons pas sur le relèvement politique et militaire de la Chine au cours de ces dernières années. Lui seul a permis la reprise des conquêtes territoriales, lesquelles ne sont d'ailleurs pas achevées. Une « Brève histoire de la Chine moderne », publiée à Pékin, contient une carte où la Chine communiste annexe tous les territoires voisins : Formose, les trois petits royaumes de l'Himalaya, Népal, Bhoutan, Sikkim ; toute la péninsule indochinoise, la Thaïlande, la Birmanie, la Malaisie ; les provinces maritimes soviétiques autour de Vladivostok, la Mongolie extérieure, enfin plusieurs républiques soviétiques d'Asie centrale. Remarquons que toutes ces zones ont fait l'objet d'opérations de guérillas (péninsule indochinoise, Thaïlande, Birmanie), de revendications directes suivies d'opérations militaires (Formose, territoires soviétiques), et de pénétration politique intensive. Comme le disent nos bons chroniqueurs politiques : « Il n'est plus permis d'ignorer la Chine. »

Contrairement à une opinion couramment répandue, les relations sino-américaines ne sont pas nouvelles. L'aide apportée au gouvernement du Kuo-Min-Tang contre les Japonais pendant la Seconde guerre mondiale est le premier épisode de ces relations fondées sur l'incompréhension. L'envoyé du gouvernement des Etats-Unis, le général Stilwell, accumule les erreurs et les offenses.

La guerre contre les Japonais terminée, la lutte reprend, cette fois entre nationalistes et communistes. Les Etats-Unis, convaincus par le « China lobby » de Washington, reprennent leur aide au gouvernement du Kuo-Min-Tang. Devant l'avance des communistes, ils forcent les nationalistes à accepter des négociations : le général Marshall est chargé d'arbitrer entre les deux parties ; c'est le même général Marshall qui prenait Mao-Tsé-Toung pour un « réformateur agraire » ; rien de plus.

Pendant ce temps, la décomposition de la Chine nationaliste s'accroît. Marshall s'appuie sur la « Ligue démocratique », un groupuscule d'intellectuels occidentalisés en qui il voit l'avenir de la Chine. Peine perdue ; les membres de la Ligue se rallient aux communistes. Marshall quitte la Chine. Les U.S.A. cessent leur aide, tandis que certains membres de « l'établissement américain » pensent à miser sur Mao. Récemment, le journal gauchiste *Lutte ouvrière* a publié une intéressante étude où il montre, avec preuves à l'appui, que les U.S.A. ont soutenu à la fois Mao-Tsé-Toung et Tchang-Kaï-Chek. La guerre se termine : le gouvernement nationaliste se réfugie à Formose où il continue à représenter la légitimité chinoise.

Les débuts de la guerre froide obligent le gouvernement américain à appuyer Formose. Celle-ci, à ses yeux, n'est rien de plus qu'une pièce dans le dispositif stratégique face à la Chine Rouge. Si un traité d'assistance est signé entre les nationalistes et Achenson, secrétaire d'Etat U.S., un autre traité signé par Foster Dulles interdit au gouvernement nationaliste d'intervenir sur le continent sans autorisation américaine. Le maintien de la Chine nationaliste à l'O.N.U. n'est qu'un moyen parmi d'autres de maintenir la Chine populaire à l'écart. La guerre de Corée accentue le clivage ; pourtant, un contact fragile est établi par l'intermédiaire de la commission d'armistice à Pan-Mun-Jon. D'autres contacts s'établissent à partir de 1956 à Varsovie entre l'ambassadeur de Chine en Pologne et son homologue américain. Des rencontres régulières auront lieu, au grand mécontentement du gouvernement de Formose.

Le conflit sino-soviétique, puis la fin de la révolution culturelle et l'offensive diplomatique de la Chine populaire, paraissent couronnés de succès. En mars 1969, le Secrétaire d'Etat Rogers déclare que des « relations constructives vont être établies avec Pékin ». En juillet 1969, des mesures de libéralisation des échanges sont prises. En avril 1971, le voyage de pongistes américains en Chine marque une détente psychologique.

Il reste à reclasser l'initiative américaine dans le projet de dégagement et à observer, voire de dénoncer les menaces que fait courir aux petites nations l'accord de deux puissances impérialistes. Nous n'y manquerons pas.

Axel ALBERG.

BERNARD MALLET

Bernard Mallet s'est éteint mercredi 14 juillet, dans la matinée. Jusqu'au bout il a gardé une parfaite lucidité et nous savons que ses dernières pensées allaient à cette Action française pour qui il a tant donné de lui-même et pour qui il offrait ses souffrances et sa mort.

Malgré les événements survenus ces derniers mois, nous n'avions pas de raisons de rompre des liens d'amitié qui tenaient à une communauté d'idées et d'espérance politiques. Certains d'entre nous ne pourront oublier sa sollicitude à leur égard.

Nous garderons le souvenir de ce chrétien à la foi profonde et à la charité agissante. Nous garderons le souvenir du disciple de Charles Maurras et La Tour du Pin qui, au sein du patronat français, rappelait les principes d'une authentique justice sociale. Nous garderons enfin le souvenir du patriote et du royaliste dont la vie fut tout entière vouée aux causes qui sont les nôtres.

Nous adressons à M^{me} Bernard Mallet, à ses enfants et petits-enfants, nos bien vives condoléances.

M A R O C

La tuerie du palais de Skirat a valeur de symbole ; voici treize ans, presque jour pour jour, des officiers félons envahissaient le palais royal de Bagdad, assassinaient le jeune roi Fayçal II, massacrant son oncle, le régent Abdullilah, tandis que le tout-puissant premier ministre Nouri-Saïd, qui fuyait déguisé en femme, était lynché par une populace en délire. Quelques années auparavant, le roi Farouk d'Égypte, renversé lui aussi par les « Officiers libres », avait pu quitter le pays avec sa suite et ses richesses.

Quelques autres trônes tombèrent, laissant la place à des « républiques socialistes » déchirées par les conflits intérieurs, proies pour le choc des grands impérialismes succédant à une Grande-Bretagne trop débile pour consolider le trône de ses alliés. Pourtant, il n'existe rien de commun entre ces monarchies souvent étrangères au pays, et généralement corrompues, et le royaume du Maroc, seul Etat prospère du Maghreb, lié à la France par des intérêts communs et jouant dans la communauté internationale un rôle appréciable. Le seul point commun peut-être est une conception du pouvoir et des idées, dans un même respect de la tradition islamique, et dans un net refus des idéologies frelatées importées d'Occident.

TRADITION ET PROGRÈS

L'indépendance formelle proclamée en 1956, il restait au Maroc à devenir un Etat doté des pouvoirs qui procurent une indépendance réelle, sans pour autant sacrifier les relations privilégiées établies avec l'ancienne métropole. Les atouts ne manquaient pas. La position géographique du Maroc, tourné à la fois vers l'Atlantique et la Méditerranée, le prédisposait à jouer un rôle de médiation entre les pays latins et le reste du Maghreb. L'appartenance du Maroc à la communauté islamique le rendait solidaire des pays arabes sur les plans politique et religieux, tout en lui évitant, de par son éloignement, un engagement trop direct. Enfin, l'existence d'une dynastie forgée par l'histoire donna au Maroc les conditions politiques de sa stabilité et de son développement.

L'Etat est fondé sur les trois fonctions de chérif, roi et khalife, réunies dans la personne du souverain qui assume ainsi la plénitude du pouvoir. Le titre de chérif ou « descendant de la famille du prophète » lui assure une légitimité millénaire et sacrée, tout en lui conférant une immunité particulière. Le titre royal fait de lui le maître du pouvoir temporel et l'héritier de

la dynastie alaouite qui a forgé l'unité du Maroc et acquis l'indépendance.

Enfin, l'appellation de khalife le rattache au califat ommyade de Cordoue et au califat almohade de Marrakech. Trois titres donc, issus de l'histoire, et qui rendent dérisoires les prétentions constitutionnelles de quelques intellectuels déracinés, les mêmes qui ont droit aux colonnes du *Monde*... Le dénominateur commun du pouvoir et de l'ensemble des Marocains reste donc l'Islam, « fondement de l'ordre public interne » du royaume.

Dans le cas précis du Maroc (et d'autres pays arabes comme Koweït et l'Arabie Séoudite), l'accusation qui fait de l'Islam « l'obstacle au progrès » n'est pas sérieusement soutenable. Il faut toute la mauvaise foi hargneuse de M. Charles-André Julien dans *le Monde* pour soutenir que le roi, « reprenant... la tradition alaouite s'appuya sur les forces les plus sclérosées de l'Islam ». M. Charles-André Julien n'est pas politicien social-démocrate pour rien et préfère manifester des complaisances pour les dictatures racistes d'Alger ou de Bagdad, jouets des impérialistes, et championnes du sous-développement économique et social. Le même polygraphe progressiste qui se lamente sur les « victimes de la répression du Maroc », se tait pudiquement quand les soudards au pouvoir en Irak pendent leurs adversaires sur la place publique. Que M. Julien médite sur la parabole de la paille et de la poutre au lieu de jouer les analystes politiques revêtus de probité candide et d'humanitarisme pleurard.

LA CLASSE POLITIQUE CONTRE LA NATION

L'irresponsabilité de la classe politique naissante est pour beaucoup dans l'échec des tentatives constitutionnelles. Les deux oppositions, Union Nationale des Forces Populaires pour la gauche et Istiqlal pour la droite, pratiquèrent l'obstruction systématique, créant toutes les conditions d'un grave déséquilibre politique. Cette opposition, tributaire des idéologies libérales ou marxistes importées d'Occident, recrutait ses troupes parmi certaines couches citadines : étudiants, chômeurs, « intellectuels », etc. Il est à remarquer que cette opposition regroupait tous les éléments ne participant pas à la vie économique et sociale du pays. L'U.N.F.P., partagée entre « légalistes » et « révolutionnaires », fut régulièrement décimée par des arrestations et des procès, tandis que son chef, Mehdi Ben Barka trouvait refuge à

Paris où il fut exécuté dans des circonstances mal éclaircies. La même année, las d'une opposition acharnée et dépourvue de tout esprit construction, Hassan II proclamait l'état d'urgence et s'assurait la totalité des pouvoirs législatif et exécutif. Ces mesures n'empêchèrent pas l'opposition de continuer ses jeux stériles : « front national » commun de l'U.N.F.P. et de l'Istiqlal en vue des élections, émeutes et procès d'étudiants, etc.

VERS LA PROSPÉRITÉ

Malgré et en dépit des incidents créés par cette opposition marginale, la croissance économique et sociale s'est poursuivie sans heurts. En 1968, le quatrième plan quinquennal a retenu trois priorités : développement agricole, essor touristique, formation de cadres. Les éléments de ce plan ont permis une prévision jusqu'en 1985.

Les priorités données à ces trois secteurs ont été complétées par d'autres mesures liées à la croissance démographique qui est l'une des plus importantes du monde : 3,3 % par an. En conséquence, le gouvernement marocain a prévu un aménagement des villes, une politique de création d'emplois, et une planification des naissances. Le développement industriel est conçu selon quelques principes rigoureusement appliqués : recherche des secteurs à débouchés importants, utilisation de la main-d'œuvre locale, aide extérieure, en particulier de la France.

UNE POLITIQUE DU RÉEL

En politique internationale, le Maroc s'est donné une influence certaine, malgré une longue période d'isolement.

Le conflit algéro-marocain de 1963, pourtant déclenché par l'Algérie, a entraîné une hostilité de la part des autres pays du Maghreb. Les revendications territoriales sur la Mauritanie contribuèrent à accentuer l'isolement du Maroc au sein de l'Organisation de l'Unité Africaine. Après l'assassinat de Ben Barka, les relations avec la France se tendirent, alors que la Syrie rompait ses relations diplomatiques et que les Etats progressistes se déchaînaient contre le Maroc.

Cette solitude au milieu de ses partenaires naturels obligea le Maroc à trouver de nouveaux partenaires, aussi bien à l'Ouest qu'à l'Est. Cependant, les relations franco-marocaines, fondées sur un enracinement profond de notre culture dans les élites et dans les cadres, limitèrent cette recherche de nouveaux partenaires à de simples rapports éco-

le roi et le connétable

nomiques. A partir de 1969, le Maroc parvint à faire une entrée remarquée sur la scène internationale et à briser son isolement. En janvier 1969, le séjour de Boumedienne à Rabat aboutit à la signature d'un « traité de fraternité ». Le même mois, un accord hispano-marocain consacre la cession de l'enclave d'Ifrni au Maroc. En mars de la même année, est signé un « accord d'association entre le Maroc et la Communauté Economique Européenne ». En septembre, se tient à Rabat un « sommet islamique » suivi, deux mois plus tard, d'un sommet arabe qui scelle la réconciliation avec les « pays frères ». En décembre enfin, l'échange d'ambassadeurs entre la France et le Maroc rétablit les relations privilégiées entre les deux pays.

Au paravant, le Maroc avait eu la sagesse de renoncer aux volontés d'annexion sur la Mauritanie, mettant fin à un conflit vieux de dix ans. L'inquiétude suscitée par la présence des flottes des deux grands en Méditerranée, et la convergence avec le projet français de Méditerranée pacifique et libre, permet dans les faits l'établissement de cette « communauté ouest-méditerranéenne » prônée par Mohamed V en 1957. Tout ce réseau d'influences, de relations, de positions, fait du Maroc une puissance politique intéressante. De ce fait, les fluctuations de la politique intérieure marocaine exigent le maintien de notre influence contre ceux qui voudraient briser cette harmonie au profit d'impérialismes stratégiques, politiques ou économiques.

LE JEU AMÉRICAIN

Ceux-ci sont les responsables directs de la tragédie. La situation en Méditerranée a sans doute « contraint » une grande puissance renommée par ses scrupules politiques, à profiter d'un complot ourdi par d'autres. S'il y a eu coïncidence entre deux complots ou récupération d'un complot, par contre il n'y a pas de hasard en ce qui concerne la politique internationale. L'axe méditerranéen a été marqué par deux événements récents : la rentrée en force des Etats-Unis dans le monde arabe et le changement de politique à Malte.

Le premier événement a été remarqué par tous les observateurs et interprété comme une rentrée en grâce des U.S.A. auprès du monde arabe. Cette « interprétation » naïve cache deux réalités : le renforcement de l'influence américaine dans les pays alliés des U.S.A. et qui correspondent en gros aux Etats dits « conservateurs » : Arabie Séoudite, Liban. La deuxième réalité consiste

dans le passage de la Jordanie dans l'orbite américaine après le conflit avec les Palestiniens (le Prince Hassan, frère du roi Hussein, n'est sans doute pas étranger à cette mainmise).

L'autre événement a été le démantèlement de l'OTAN à Malte à la suite d'un changement de gouvernement, d'où la perte d'une base stratégique capitale pour les U.S.A. Ces deux événements ont pesé sur la situation marocaine en permettant l'élimination d'une puissance ne faisant plus partie de l'OTAN : la France. L'implantation américaine n'avait cessé de se renforcer ces dernières années au Maroc : progression des exportations américaines, des investissements privés, de l'aide financière et militaire, installation d'une université américaine à Tanger, etc.

Au delà des circonstances anecdotiques, notons plusieurs faits intéressants ; d'abord, l'élimination des officiers formés par la

France : cinq généraux tués par les insurgés, cinq autres exécutés par les soins du général Oufkir. En bref, l'Etat-major de tradition française a été décapité. Dans un pays où l'armée avait une importance certaine, ce genre de fait conduit à un changement d'influences politiques. De plus, il est de règle dans le corps diplomatique de Rabat, de tenir le général Oufkir pour « pro-américain ». La remise par le roi de « tous les pouvoirs politiques et militaires » au même général Oufkir fait de celui-ci le véritable maître du royaume. Désormais les U.S.A. peuvent tenir le Maroc au nombre des « pays amis ». L'offensive en direction du monde arabe est payée de succès. La France y perd son influence, le Maroc risque d'y perdre son indépendance et son âme. Plus que jamais notre soutien aux petites nations se justifie ; là comme ailleurs, nous ne serons pas pro-américains.

Axel ALBERG.

E/PROPAGANDE/PROPAGANDE/P

Chaque militant, chaque lecteur de la N.A.F. se doit de poursuivre pendant les vacances le travail de propagande. Pour cela, deux moyens sont recommandés :

1° *La collecte d'abonnement.* Le Comité Directeur nous a fixé un objectif de 500 abonnés nouveaux à atteindre avant le 15 septembre ; compte tenu des vacances, cet objectif sera difficile mais possible si tous nos lecteurs se mobilisent sur cette tâche.

2° *La vente au numéro.* Nous proposons à chacun de lui faire parvenir chaque semaine quelques exemplaires de la N.A.F., soit parvenant la vente à la criée, soit pour la vente de la main à la main. Ces exemplaires vous seront facturés 0,50 F. Le bulletin ci-dessous vous permet de répondre à cet appel.

NOM Prénom

Adresse habituelle dans l'année

Désire recevoir exemplaires de la N.A.F. chaque semaine
du au adresse

du au adresse

du au adresse

GEORGES FRIEDMANN, la puissance et la sagesse (1)

Les travaux de Georges Friedmann ne sont pas inconnus des lecteurs de la "N.A.F.". Dans les "Dossiers d'Action Française" en particulier (2), nous avons fait écho à l'œuvre de ce sociologue dont les recherches sur les problèmes de la technique et du travail font autorité.

Ancien compagnon de route du parti communiste, avec lequel il a rompu au moment des procès de Moscou, Friedmann a parcouru le monde et a inlassablement observé les conditions de la vie de l'homme du XX^e siècle. Son dernier livre, qui est un des plus importants de cette année, déborde largement le cadre habituel de ses travaux. C'est une réflexion d'ensemble sur la société industrielle que nous livre Friedmann, c'est à l'examen critique de la « puissance » développée par l'homme qu'il nous invite. A ce titre déjà, et parce que l'auteur connaît empiriquement les problèmes qu'il traite, les réflexions de Friedmann mériteraient qu'on s'y arrête longuement.

Mais là n'est pas le seul intérêt de son livre, car, après avoir posé les problèmes majeurs de notre époque, Friedmann s'efforce de découvrir une sagesse pour la société de demain. Si cette recherche n'emporte pas notre adhésion, du moins a-t-elle le mérite d'exister, et donc de pouvoir être discutée. Pour une fois, un auteur va plus loin que la critique, pour une fois, il cherche des solutions qui ne sont pas destinées à préfacier une quelconque opération électorale.

Nous sommes loin des pauvres recettes de Servan-Schreiber ou d'Edgar Faure. Nous avons affaire à un homme qui cherche, seul, des remèdes à la crise de notre civilisation. Ce fait mérite le respect, même si cette tentative sincère débouche finalement sur de fausses solutions.

I. — LE PROCÈS DE LA SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE

Le progrès technique et ses conséquences

C'est par une réflexion sur le progrès que s'ouvre le livre de Georges Friedmann. Mais qu'on ne se y trompe pas, Friedmann n'est pas de ceux qui, jetant l'anathème sur le monde moderne, cherchent à satisfaire chez eux ou chez leurs lecteurs, le goût que chacun éprouve pour un passé toujours quelque peu idéalisé. Pendant quarante ans, l'auteur a étudié le progrès technique et, comme il l'écrit, a tenté « d'exorciser les petites et les grandes peurs de la machine » dans la mesure où celles-ci lui semblaient injustifiées. Il sait donc toute la valeur du progrès, il a pu mesurer les bienfaits qu'il avait apportés aux hommes. Il serait donc absurde de n'en voir que les aspects négatifs, comme Bernanos ou H. Miller, puisque toutes les techniques « sont dotées de possibles bienfaits ».

Mais il serait tout aussi néfaste d'adhérer à la mystique du progrès qui a cours depuis Condorcet. Car le progrès est générateur de nombreux déséquilibres. Friedmann en distingue trois principaux : d'abord la destruction du milieu naturel, qui interdit à l'homme de

trouver un nouvel équilibre avec le milieu technique ; ensuite le déracinement de l'homme des sociétés développées qui, devenant le rouage de machines complexes, perd tout contact avec les éléments et les rythmes naturels et qui de plus en plus se coupe de ses traditions. Désormais, l'homme vit dans la foule, mais il est solitaire. Il ne peut plus communiquer ni avec ses semblables, ni avec la nature, ni avec le passé. Et cela est d'autant plus grave que l'homme a à faire face à un troisième déséquilibre, celui qui résulte de sa confrontation aux choses.

« La nature, remarque Friedmann, n'est plus la mère des terreurs qu'interpellait Lucrèce. Les hommes l'ont vaincue. Ils ont eux-mêmes découvert et exploité une nouvelle source de terreurs, infiniment redoutable : plus encore que la nature, au temps de leurs ancêtres, le monde des techniques, aujourd'hui, échappe à leur volonté et déborde leurs forces morales.

« Que de fer ! Que de feu ! Que d'engins variés et que de complexes organes ! Que d'opérations presque inouïes, surajoutées ! Que de connaissances disparates amoncelées ! Supputons les terres nouvelles, les nations sorties de la nuit, les profondeurs du ciel ouvertes, l'imperceptible appréhendé. L'homme, qui inventait afin de s'asservir le monde, est tenu maintenant par les serviteurs nés de lui. Il en est à se demander ce qu'il fera de biens dont il perd le compte. O déesse, voilà l'inquiétude moderne. »

Charles MAURRAS,
Invocation à Minerve, 1902.

C'est là un des traits essentiels de notre époque et, pour elle, l'origine de la tragédie. »

Par ses objets, l'homme avait réussi à transformer la nature. Mais voilà qu'il devient instrument à son tour, incapable qu'il est de contrôler les forces qu'il a libérées. Or le drame, pour Friedmann, c'est que le monde technique n'est pas « du biologique, du vivant, de la nature ». Et « c'est précisément parce qu'il ne s'agit pas d'une seconde nature, avec laquelle l'homme puisse se trouver immédiatement et pleinement en rapport d'amitié et d'amour, c'est parce que l'équilibre, au niveau de l'écologie, entre l'homme et son milieu, là où il est atteint, est rompu, c'est parce qu'il n'y a pas, dans la civilisation technicienne, une harmonie donnée entre l'ensemble des créations techniques et leur créateur que celui-ci est aujourd'hui manifestement débordé ».

La société de consommation

Tel est le « grand déséquilibre » des sociétés développées, auquel la civilisation technicienne essaie de remédier par la production et la consommation de masse. Mais cette tentative est illusoire. Sa production tend à devenir absurde et oppressive puisqu'elle vise à satisfaire des besoins qu'elle suscite elle-même

chez le consommateur par l'intermédiaire de la publicité. Ainsi la consommation devient-elle une véritable névrose, pratiquement inguérissable dans l'état présent des choses, puisque consommer est aussi, pour l'habitant des sociétés développées, un dérivatif à son angoisse, une drogue indispensable.

Consommateur toujours insatisfait, l'homme ne trouve aucun plaisir à son travail, très souvent dépourvu de sens, pas plus que dans le loisir. C'est que, contrairement à une opinion répandue, la civilisation technicienne n'est pas une civilisation du loisir. Certes, on note une réduction de la semaine de travail, mais, comme le remarque justement Friedmann, « le temps ainsi "libéré", loin d'être un temps libre promu à la satisfaction des besoins non économiques, demeure le plus souvent chargé d'obligations, de servitudes de toutes sortes ». En fait, le loisir est devenu un élément du système, une marchandise. Marchandise qui se vend d'autant plus facilement que, par les vacances, l'homme cherche à s'évader du milieu technique, à retrouver un contact avec la nature, le passé. Quête généralement décevante d'ailleurs, car les lieux de vacances, proie de « gentils organisateurs » en tous genres, tendent à reconstituer le milieu technique. Quelle que soit son activité, l'homme est donc entièrement dominé par une civilisation qu'il a édifiée sans se préoccuper des conséquences et surtout sans pouvoir lui donner de finalités vraies.

Ces observations ne sont pas entièrement nouvelles. Au début de ce siècle, alors que la civilisation technicienne n'avait pas encore pris toute son ampleur, Maurras avait déjà clairement discerné les bienfaits et les dangers du progrès. Depuis, nombreux sont ceux qui ont fait le procès de la société contemporaine. Mais le constat de Georges Friedmann est particulièrement important, parce qu'il est dressé par un homme de science. Le malheur est que ce scientifique semble s'en tenir aux effets du phénomène sans chercher à remonter aux causes profondes. Friedmann met clairement en évidence les conséquences de la civilisation technicienne, mais il ne nous explique pas le pourquoi de cette civilisation. La technique, écrit-il avec raison, est neutre. Elle peut être source de bienfaits comme de catastrophes. Mais comment se fait-il qu'elle soit très souvent malfaisante ? Est-ce à cause de la faiblesse humaine, d'institutions mauvaises ou d'un système économique néfaste ? Friedmann ne nous le dit pas. Il constate puis cherche le remède. Mais la médication a peu de chances d'aboutir si elle ne s'attaque pas à la cause profonde du mal. C'est là la faiblesse essentielle de cette réflexion, c'est ce qui explique qu'elle ne puisse aboutir à des solutions satisfaisantes.

(A suivre.)

Bertrand RENOUVIN.

(1) Gallimard, N.R.F., 1971.

(2) "D.A.F." n° 4, « Le Capitalisme ».

PERMANENCE D'ÉTÉ

BORDEAUX

Permanence tous les jeudis à 21 heures, chez M. J.-J. Boisserolle, 44, rue des Remparts, 33 - Bordeaux.

FEDERATION FLANDRES - ARTOIS PICARDIE

Pour tous renseignements, s'adresser en juillet à : M. Bataille, 1, avenue de l'Architecte-Cardainier, 59 - Lille.

LE COMITE NATIONAL POUR LA CELEBRATION DU BI-CENTENAIRE DE GEORGES CADOU DAL COMMUNIQUE :

Une médaille commémorative vient d'être frappée par la Monnaie de Paris à l'effigie de Georges Cadoudal. Gravée par le Comte de Courcy, elle présente à son revers la chouette dont le cri était le signe de reconnaissance des chouans. (Bronze au diamètre de 68 mm.)

Cette médaille est à votre disposition dans les locaux de la Nouvelle Action Française, 17, rue des Petits-Champs, Paris (1^{er}), au prix de 40 F (port en sus 5 F).

RÉUNIONS ET CONFÉRENCES

BAR-SUR-AUBE :

Vendredi 23 juillet à 21 h,

grande réunion au Café du Commerce Madre.

« Pour une justice sociale monarchie populaire. »

Avec Gérard Leclerc, rédacteur en chef de la "N.A.F.", Arnaud Fabre et Patrice Bertin.

REUNION DES CADRES

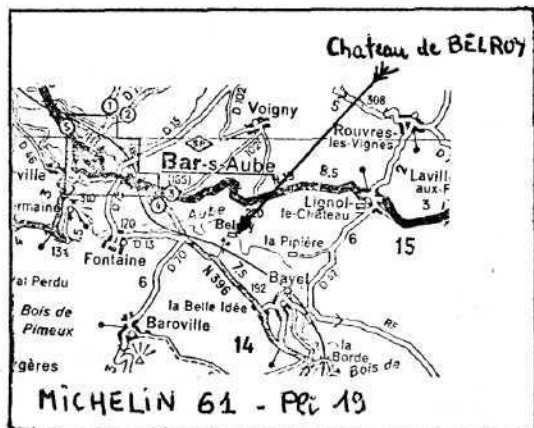
Une journée de travail destinée aux cadres de la N.A.F., sous la présidence effective de M^e G.-P. Wagner, président du Comité directeur de l'Action Française, aura lieu au camp le 31 juillet de 10 à 18 heures. Les participants doivent nous indiquer à l'avance le nombre de repas à prévoir et les chambres d'hôtel à retenir.

BAR-SUR-AUBE :

Mardi 27 juillet, 20 h 30, à l'Hôtel du Commerce, dîner - débat organisé par nos militants de l'Aube. Prix : 30 F. S'inscrire auprès de : N.A.F., B.P. 14, 10 - Saint-André-les-Vergers.

Journée " Portes ouvertes "

CHATEAU DE BELROY
10 - BAYEL
1^{er} AOUT



10 heures : Accueil de la population de l'Aube et de nos militants et sympathisants.

13 heures : Repas. Ceux qui le désireront trouveront sur place sandwichs et boissons.

15 heures : REUNION D'ACTION FRANÇAISE.

Allocutions de :

G.-P. WAGNER, président du Comité directeur de l'Action Française.

Yves LEMAIGNEN.

Arnaud FABRE de RIEUNEGRE.

Nicolas KAYANAKIS.

Gérard LECLERC, Rédacteur en Chef de la "N.A.F."

CAMP 1971

Le camp des militants et sympathisants de la Nouvelle Action Française se tient actuellement en Champagne. Les visiteurs sont priés de s'annoncer à l'avance en écrivant au chef du camp. Le prix du repas pris au camp est fixé à 15 F. Les personnes non annoncées pourront se voir refuser l'accès au camp.

la nouvelle
ACTION FRANÇAISE

La démocratie de Paul VI

Jean-Marie Bonifay, l'auteur de « La science politique selon Jacques Maritain » (en vente à nos bureaux : 7,50 F) a écrit à Gérard Leclerc pour lui faire part d'un point de vue assez différent sur la lettre de Paul VI au cardinal Roy.

« Bien entendu, je suis pleinement d'accord avec le point de vue — politique — de ton analyse de « la démocratie de Paul VI ». Plus que jamais, cette ligne de conduite, impliquée par le compromis nationaliste, est la seule possible. Je regrette seulement, à ce sujet, que tu aies cru devoir juger, dans la « N.A.F. », du prophétisme d'un théologien : nous n'avons guère de charisme pour ce genre de discernement !

Mais, venons-en à la lettre du pape. Certes, le paragraphe sur l'utopie est assez confus. Je ne suis pas sûr que « l'imagination prospective » dont il fait l'apologie signifie quelque chose de très différent que « d'imaginer autre chose que ce qui existe ». Mais nul n'est forcé de donner une interprétation bienveillante : un passage ambigu reste ambigu ; c'est ce que tu lui reproches à juste titre.

Mais parlons plutôt, si tu veux, de ce qui est clair, et nouveau, dans cette lettre. Ce n'est évidemment pas la pensée de Paul VI sur la démocratie chrétienne (dont il ne parle pas), pas plus que l'abandon de la notion de chrétienté...

Deux points, en particulier, dont tu ne parles pas, me semblent importants.

1. Paul VI clarifie la distinction, introduite par Jean XXIII dans l'enseignement social de l'Eglise, en 1963, entre idéologies et mouvements historiques.

Le texte de « *Pacem in terris* » était très confus. Il était amené de telle sorte que chacun a pensé à la collaboration avec les communistes, alors qu'il mentionnait seulement « des hommes qui vivent en dehors de toute foi chrétienne, mais qui, guidés par les lumières de la raison, sont fidèles à la morale naturelle ! »

Paul VI reprend la distinction, spéculativement fondée, entre idéologie et mouvement historique, mais, l'appliquant explicitement au marxisme, il précise qu'il serait « illusoire et dangereux d'en arriver à oublier le lien intime qui les unit radicalement ».

2. Peut-être plus importante encore est la découverte du politique. Vatican II avait affirmé son autonomie. Paul VI affirme son importance.

C'est tout le § 46 de la lettre au Cardinal Roy qu'il faudrait citer :

« ... limite radicale de l'économie... le passage de l'économie au politique s'avère nécessaire... Chacun sent que, dans les domaines sociaux et économiques — tant nationaux qu'internationaux — la décision ultime revient au pouvoir politique. »

Il n'y a pas si longtemps... (il suffit de relire des livres comme « Pourquoi Rome a parlé » ou bien des déclarations du même genre !) ... de tels propos auraient été plutôt mal vus.

Aujourd'hui, je ne vois pas en quoi l'appel à vivre l'Evangile dans l'action politique serait adressé aux démocrates chrétiens plutôt qu'aux monarchistes français. « Une même foi chrétienne peut conduire à des engagements différents ».

Il est vrai qu'il faut « renouveler l'ordre temporel », et l'A.F. a, dans cette tâche, un rôle de premier plan à jouer. Les « complots » ne doivent plus, comme naguère, justifier nos insuffisances.

L'appel du pape à « une double tâche d'animation et d'innovation afin de faire évoluer les structures pour les adapter aux vrais besoins actuels » doit être entendu par les chrétiens politiquement engagés à l'Action française, car le besoin le plus urgent, c'est la Monarchie !

Jean-Marie BONIFAY.

P.S. — Ne me fais pas dire que Paul VI est royaliste... ou qu'il reste dans la tradition de La Tour du Pin ! C'est justement parce qu'il ne propose pas ici une analyse politique (et dans toute la mesure où il n'en propose pas) que des chrétiens, politiquement très différents, peuvent se retrouver dans cette lettre. »

Ainsi, Jean-Marie Bonifay nous suggère, il me semble, une autre méthode de lecture que celle que je proposais. Plutôt que de relier ce texte à l'ensemble de la pensée personnelle du pape très inspirée par Jacques Maritain, il pense plus profitable de prendre au mot la formule : « Une même foi chrétienne peut conduire à des engagements différents. » C'est effectivement une méthode possible. L'Action française prendrait sans complexe sa place à part entière parmi les mouvements politiques contemporains. Il suffit aux chrétiens d'A.F. de vivre l'Evangile dans l'action politique.

Le Forum de la NAF

Au surplus, le pape ne contredit-il pas le courant démocrate chrétien en donnant raison à l'A.F. sur le « politique d'abord » ?

Je vois tout de suite des objections à cette méthode. En admettant l'abandon de perspective de chrétienté (et on peut se demander si Maurras l'eût admis), il reste sous-jacente cette tendance à s'abandonner au mirage de la démocratie universelle préparée par tous les hommes de bonne volonté. Il reste aussi ce pacifisme, ce mondialisme, cette confiance immodérée dans l'O.N.U. Tout cela se référant à un prophétisme qui à l'analyse se révèle politico-religieux (et là je ne pense pas qu'un charisme spécial soit nécessaire pour en juger !)...

En conclusion, je dirai simplement que cette controverse me paraît intéressante et nous ouvre des « pistes » de réflexion qu'il nous faudra explorer : un regard réaliste sur le monde d'aujourd'hui ne peut rester indifférent à l'évolution de l'Eglise, aux prises de position de la hiérarchie et des mouvements d'action catholique. Et puis la crise de l'Eglise est l'aspect le plus essentiel de la crise générale de civilisation.

Gérard LECLERC.

à armes égales

Lors de l'émission qui l'a mis en présence de Michel Poniatowski, secrétaire général des Républicains Indépendants, Mgr Hautmann, recteur de l'Institut Catholique de Paris, a fait allusion au groupe de réflexion du séminaire des Cormes sur Foi et Politique. « Ce groupe va, a-t-il dit, de l'Action française au P.S.U. et presque jusqu'au P.C. » C'est exact, et le fait que cela soit possible — et soit dit — est assez nouveau pour que nous le notions.

Pour le reste, Pierre Crocq a déjà signalé combien la structure de cette émission favorise le manque de rigueur. Au surplus, la volonté des deux protagonistes de ne pas en découdre (au fond ils étaient assez proches), ne permet pas que les plus graves problèmes soient traités vraiment avec l'acuité nécessaire.